

vement de tout le programme agricole du Canada. Ils veulent tout arrêter et faire marche arrière. Il n'est pas étonnant, mais plutôt inquiétant que le Nouveau parti démocratique soit si peu progressiste.

Il y a des problèmes à régler. Dans certaines industries agricoles de ma circonscription, il existe des problèmes, et il y en a eu dans le passé. Parfois, les gelées d'hiver ont endommagé les arbres fruitiers dans la vallée d'Okanagan. Parfois aussi, le gouvernement fédéral est venu à la rescousse avec une aide financière. A l'heure actuelle, certains genres de pommes posent des problèmes. Elles se sont altérées dans l'entrepôt pour une raison mystérieuse. Le gouvernement fédéral poursuit des recherches pour en découvrir la cause. Cette année la concurrence a été très vive sur les marchés internationaux par suite d'une surproduction de pommes dans d'autres parties du monde.

L'importation de jus concentrés à bon marché en provenance de la Suisse et d'autres pays européens cause des problèmes. Il y a eu le problème des jus synthétiques qu'on fait passer pour authentiques sur le marché canadien. J'ai attiré l'attention des ministres en cause sur ces problèmes, et on enquête en ce moment. J'ai privément présenté des instances aux ministres, mais aujourd'hui, je le fais publiquement, car je crois qu'il faut mentionner ces choses à la Chambre des communes.

L'agriculture a toujours des problèmes. Cette année, le ministère de l'Agriculture a un budget de 360 millions de dollars d'aide diverse aux cultivateurs canadiens. C'est un fait que les députés de l'opposition passent sous silence. Je suppose que si le chiffre était de 360 milliards, ils le passeraient aussi sous silence. Ils semblent considérer tout à fait nuls les efforts du ministère de l'Agriculture. Si toute autre industrie canadienne devait recevoir 100 millions de dollars en programmes d'aide en une seule année, est-ce qu'on ne s'interrogerait pas sur la solidité de cette industrie?

Je le répète, les membres de l'opposition refusent sans cesse de voir les faits concernant l'agriculture. Ils se lamentent de voir les gens quitter la terre comme si le procédé était réversible. C'est ce qui ne cesse de se produire depuis la fondation du pays. En 1939, 31 p. 100 de notre population gagnaient leur vie sur les terres. En 1941, le chiffre était tombé à 27 p. 100. En 1951, la proportion était de 20 p. 100, en 1961, de 11 p. 100 et en 1966, de 9 p. 100. Les prévisions établissent le chiffre de 1970 à environ 3 à 4 p. 100.

[M. Howard (Okanagan Boundary).]

Nous avons tous à faire face à des changements de temps à autre. Il est regrettable que les députés de ce côté-ci de la Chambre ne prennent pas le fait que le monde change, que les choses changent et que les gens doivent s'adapter à ce changement. Je demanderais aux vis-à-vis ce qu'ils s'attendent que fassent les agriculteurs canadiens. Voudraient-ils les voir mourir de faim sur leurs fermes parce qu'ils n'ont pas de marchés pour leurs produits? Voudraient-ils que nous ne tenions pas compte des améliorations du rendement et des nouvelles machines disponibles. Si nous prenions cette attitude pendant combien longtemps survivraient les cultivateurs? Il n'y a qu'un seul moyen qui permette à n'importe quelle industrie agricole dans le monde de survivre et qui nous permette d'alimenter les peuples affamés; c'est l'établissement d'une industrie agricole efficace. Cela requiert l'emploi de méthodes modernes. Soyons pratiques à ce sujet et voyons ce qu'il est possible de faire. Examinons s'il n'y a pas quelque possibilité de diriger les gens vers des emplois productifs et utiles dans d'autres secteurs de notre économie.

J'ai entendu le chef du Nouveau parti démocratique dire hypocritement que nous devrions donner ces denrées alimentaires et trouver un moyen de disposer de ces excédents, étant donné la masse de gens affamés de par le monde. Ma foi, c'est un vœu pieux, mais le chef du Nouveau parti démocratique sait, aussi bien que moi et que d'autres, que des limites s'imposent quant à la quantité d'aliments qu'on peut distribuer de par le monde. Tantôt, le ministre d'État (M. Lang) a mentionné que nous donnons en farine de blé et autres produits du blé une valeur de 75 millions de dollars par an. Le montant affecté à notre programme total d'aide alimentaire sera cette année d'environ 90 millions de dollars.

J'aimerais mentionner aux deux députés du parti conservateur qui sont à la Chambre cet après-midi que ce chiffre pourrait être comparé à celui de 10 millions qui représente la valeur de l'aide alimentaire donnée par le gouvernement conservateur lorsque celui-ci détenait le pouvoir. Et pourtant, nous entendons dire qu'il faudrait faire plus. Il le faudrait, bien sûr, mais les pays en voie de développement sont les pays en développement. Ils produisent plus efficacement leurs propres denrées alimentaires.

Prenons l'Inde pour exemple. Maintenant qu'elle produit presque tout ce dont elle a besoin, si nous fournissions à ce pays davantage qu'une certaine quantité, cela signifierait